



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

Luxembourg, le
Réf. N° QP-114/19

9 décembre 2019

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1455 du 8 novembre 2019 de l'honorable Députée Françoise Hetto-Gaasch

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe notre réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Sam TANSON
Ministre de la Justice

Réponse commune de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire Dan Kersch à la question parlementaire n° 1455 de l'honorable Députée Françoise Hetto-Gaasch

Ad 1

L'article 23 (2) du Code de la procédure pénale dispose que « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'Etat et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant. »

Les dispositions applicables à l'ITM et l'article 23 (2) précité du Code de procédure pénale ne s'excluent pas réciproquement.

Toutefois, il y a lieu de noter en premier lieu que l'ITM est de par sa loi cadre compétente en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Par ailleurs, des lois spéciales confèrent des compétences de contrôle à l'ITM en matière d'établissements classés, de maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (établissements Seveso), de sécurité des tunnels et des mines.

En ce qui concerne la traite des êtres humains, le Gouvernement a multiplié au cours des dernières années les interventions législatives afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux, adoptés en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains, les règlements grand-ducaux du 10 mars 2014 respectivement du 11 septembre 2014 concernant l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains ainsi que la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles constituent les dernières initiatives en la matière.

La loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles a notamment modifié le Code pénal en prévoyant que toute personne qui obtient, procure, détruit, dissimule, fait disparaître, confisque, retient, modifie, reproduit ou détient un document de voyage ou d'identité d'une autre personne ou en facilite l'usage frauduleux, avec l'intention de commettre une infraction en matière d'exploitation de la prostitution et du proxénétisme, de la traite des êtres humains et en matière du trafic illicite des migrants est punie d'un emprisonnement de 3 ans à 5 ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros.

A noter également que l'incrimination de la traite a été introduite dans le code pénal, en ses articles 382-1 et suivants, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains

et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et par la loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains.

Ainsi, le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine est sanctionné en tant que traite des êtres humains (article 382-1, paragraphe 1, point 2 du Code pénal).

Selon l'article 382-1, paragraphes 2 et 3, l'infraction de traite est punie d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros alors que la tentative est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 euros.

La loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains définit l'assistance aux victimes de la traite et les services d'assistance aux victimes de la traite et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations de ces services ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration réglemente pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

Pour ce qui est de l'identification d'une victime de la traite des êtres humains, la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que l'identification formelle d'une victime doit et peut seulement être effectuée par la Police grand-ducale, plus précisément par le - **service de police judiciaire** – section criminalité organisée ou cellule de protection des victimes qui est responsable de l'identification. Toute victime potentielle doit ainsi être orientée vers le service de police judiciaire. Dans ce cas, le Parquet général est également informé du dossier.

En matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et pour le cas où l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services de ce ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains, l'article L.572-5 du Code du travail confère expressément le pouvoir à l'ITM de pouvoir déposer un procès-verbal reprenant cette circonstance aggravante en matière de travail illégal entre les mains du Procureur d'Etat.

Malgré le fait qu'aucune autre loi ne prévoit que l'ITM puisse agir en matière de traite des êtres humains, l'ITM fait participer l'ensemble de ses inspecteurs du travail à des formations en matière de traite des êtres humains et pour le cas où l'ITM constate lors de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail des indices relatifs à la traite des êtres humains, cette dernière continue à chaque fois toutes les informations y relatives à la Police grand-ducale pour compétence.

Partant, il ne saurait pouvoir être affirmé que l'ITM est inactive en matière de traite des êtres humains.

En ce qui concerne les remarques suivantes : « Nous savons aussi que des victimes de la traite se sont adressées au guichet de l'ITM sans recevoir aucune aide et ils ne sont repris dans aucune statistique ». Nous prenons note de l'absence de statistiques sur la thématique dans le rapport annuel de l'ITM mais nous réfutons le fait que des victimes de la traite n'aient pas été prises en charge par l'ITM.

Aussi, en aucun cas, nous ne pouvons valider l'allégation que « l'ITM ne se sent pas concernée par ce sujet et ne s'en cache pas ».

Ad 2

Le projet de loi portant approbation du Protocole P029 de l'Organisation internationale du Travail relatif à la Convention sur le travail forcé, signé à Genève, le 11 juin 2014 a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2019 et sera soumis à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

Ad 3

Un sous-groupe « Législation » a été constitué au sein du Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains qui a pour mission d'analyser si des mesures législatives doivent être prises ou non. Pour effectuer ce travail, le groupe se base notamment sur les résultats des différentes évaluations (GRETA, TIP Report, Rapport CCDH, Commission européenne), mais également sur les expériences des praticiens et experts du terrain.

Les conclusions du prédit sous-groupe vont en outre faire partie du nouveau plan d'action en matière de lutte contre la traite des êtres humains, actuellement en cours d'élaboration.

Pour des problématiques nécessitant le cas échéant une réponse légale plus immédiate, le sous-groupe envisage de soumettre des recommandations au Gouvernement.

Ad 4

Faisant suite à l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, le « Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains », présidé par le ministère de la Justice, s'engage contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes (prostitution, travail forcé...) et compte renforcer les efforts nationaux et internationaux afin de combattre ce fléau.

Quant aux mesures prises au niveau du prédit comité, on peut citer les mesures de sensibilisation et d'information suivantes :

a) Campagne EUCPN

Ensemble avec 23 autres pays européens, le Luxembourg a décidé de se joindre à l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains qui a pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

La campagne cible les victimes et victimes potentielles. À travers une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux, le message est diffusé en plusieurs langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables.

La campagne de prévention, financée par le Fonds de sécurité intérieure de l'Union européenne, a été lancée le 17 octobre 2019, afin d'informer les victimes qu'elles possèdent des droits qu'elles peuvent réclamer dans tous les pays membres de l'Union européenne: assistance et protection, droits de l'Homme, droits du travail, droit de se voir accorder un délai de réflexion et un titre de séjour.

A toutes fins utiles il y a lieu de mentionner que la diffusion se fait aussi via les site facebook et web « stoptraite.lu », créés il y a quelques années dans le contexte de la première campagne de sensibilisation à destination du grand public. De telle manière cette campagne est également reconduite.

b) Brochure

Une brochure à destination des victimes potentielles est sur le point d'être finalisé. Elle contiendra les informations en plusieurs langues (dont l'arabe, le chinois, l'albanais etc.) et sous forme de pictogrammes et sera distribuée largement.

c) Coffret pédagogique

En collaboration avec Caritas, un coffret pédagogique sur le travail décent, à destination des lycéens, est en voie d'élaboration et sera mis à disposition au courant de 2020.

c) Formations

Concernant les formations, depuis 2016, l'Institut de l'administration publique (INAP) propose une formation de base en matière de traite des êtres humains qui est accessible à tout agent de l'Etat et agent communal. La formation s'adresse à tout agent intéressé et concerné par la matière ainsi qu'aux acteurs sociaux des ONG. L'objectif principal de ladite formation de base consiste à informer et sensibiliser le public cible quant au phénomène de la traite et la possibilité de détecter des victimes de la traite. Les cours sont dispensés par un représentant du ministère de la Justice, un représentant du ministère de l'Égalités des chances, un représentant de la police judiciaire et des représentants des deux services d'assistance aux victimes.

Des formations continuent à être tenues régulièrement à l'INAP en 2018 (2) et 2019 (2) et des formations « sur mesure » sont également proposées.

A titre d'exemple, en 2019, une formation a eu lieu à destination des médecins-légistes travaillant en d'autres à l'Unité médico-légale de documentation des violences alors qu'ils peuvent également être confrontés à des victimes de la traite.

Les participants à la formation de base dispensée à l'INAP viennent des services d'administration divers, des ONG du secteur conventionné, des communes, des ministères et du secteur de la santé. Les services d'administration représentés comprenaient la Direction de l'Immigration, le Centre de Rétention, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), les Douanes, l'Inspection du Travail et des Mines, la police et autres services.

Par ailleurs les associations ayant signé un accord de collaboration avec l'OLAI, notamment la Croix-Rouge et Caritas, ont l'obligation de former leurs équipes chargés de l'encadrement et du suivi socio-éducatif des demandeurs de protection internationale (DPI) en matière de traite.

Des formations de base ont été tenues au mois de novembre 2019 et sont prévues pour janvier 2020, dans le cadre desquelles environ 80 personnes recevront les outils nécessaires à la détection des victimes potentielles.

Depuis 2017, deux à trois formations approfondies « Approche et accompagnement des victimes de traite, posture du travailleur et compréhension du phénomène » sont organisées et financées annuellement par le ministère de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes.

Les participants à ces formations représentaient les ONG du secteur conventionné, des ministères, la Direction de l'immigration et la police.

L'INAP a intégré ces formations depuis 2018 dans le cadre de son programme de formation pour les agents de l'Etat et les agents communaux.

En outre, plusieurs formations en matière de traite pour les officiers de police judiciaire ont été organisées.

Le Luxembourg n'ayant pas d'institut de formation judiciaire des magistrats, des conventions ont été signées par le Ministère de la Justice avec l'École Nationale de la Magistrature française (ENM) et l'Institut de Formation Judiciaire belge. Pratiquement tous les magistrats spécialisés concernés, y compris ceux du siège, ont suivi une formation spécifique à l'EMM à Paris depuis 2014.

Les travailleurs des ONG conventionnées avec le Ministère de l'Égalité des chances suivent des formations régulières à l'étranger.

d) travaux au niveau du Benelux

La thématique de « lutte contre l'exploitation des enfants » a été approfondie en 2017 avec notamment l'organisation d'un séminaire sur ce sujet le 17 novembre 2017 au niveau Benelux, et ceci dans le cadre

de la semaine de la sécurité. Ce séminaire s'inscrivait parfaitement dans les activités menées en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

En 2018, sous présidence belge du Comité des Ministres Benelux, une attention particulière a été accordée aux implications du secteur médical. En effet, il peut arriver que des professionnels du secteur médical soient confrontés à des situations liées à la traite des êtres humains

Dans ce cadre, une journée d'information et d'échange a été organisée au Secrétariat général, le 29 novembre 2018, avec le soutien de la présidence belge du Benelux. L'objectif de cette manifestation était donc avant tout d'informer et de sensibiliser les acteurs du secteur médical, qui ne sont pas des experts en la matière, à la thématique de la traite des êtres humains.

Pour 2019, le Parlement Benelux a aussi retenu le thème de la traite des êtres humains comme une priorité de son programme de travail annuel. De ce fait, un débat thématique portant sur « la traite des êtres humains et les technologies innovantes pour lutter contre les trafiquants d'êtres humains, a été organisé lors de la séance plénière du 14 juin 2019. Il est vrai que d'importants progrès peuvent encore être réalisés par le recours à la technologie pour rechercher les cas de traite d'êtres humains et y mettre un terme. Hormis l'utilité d'un débat politique et l'échange d'expériences pratiques au niveau d'instances de recherche recourant à des technologies nouvelles et à l'échange de données, l'objectif du Parlement est d'adresser des recommandations au comité de Ministres Benelux en vue du renforcement de la lutte transfrontalière contre la traite des êtres humains.

Concernant les activités en 2019 du Comité des Ministres Benelux, il ressort des priorités de la présidence luxembourgeoise qu' « *un objectif (...) sera poursuivi à travers la mise en œuvre de la déclaration d'intention contenant des actions et mesures envisagées en vue de renforcer la coopération en matière de traite des êtres humains qui fût signée le 2 décembre 2016.* »

En vue de la réalisation des priorités de la présidence luxembourgeoise en 2019, deux manifestations sont à l'ordre du jour.

Une journée d'échange entre experts de la traite et de l'immigration s'est tenue à Bruxelles le 1^{er} octobre 2019, mettant l'accent sur la détection, l'identification et la prise en charge des victimes de la traite parmi les DPI. Le but de cette journée était d'avoir un échange entre professionnels du domaine de la traite et du domaine de l'immigration et de recueillir leurs témoignages qui devraient permettre d'aboutir à des conclusions concrètes pouvant servir de base pour les discussions lors d'une conférence qui se tiendra le 10 décembre et dans le cadre de laquelle les ministres de la Justice des trois pays signeront une déclaration politique.
